

Aux abonnés absents pendant l'été, J.M Blanquer occupe l'espace médiatique depuis une semaine en déroulant son mantra « tout va bien, tout est prévu », sans apporter de réponses concrètes aux questions des personnels et familles. **Si le droit à l'éducation doit être garanti aux élèves et le système scolaire redémarrer, il faut que cela soit viable sur la durée !**

Face à la reprise épidémique du COVID-19 et alors que les mesures sanitaires se multiplient en France, **le protocole sanitaire prévoyant une rentrée quasi "normale" est hors-sujet !** Plusieurs points sont particulièrement problématiques et doivent être corrigés : **distanciation physique facultative** en milieu clos alors que la **ventilation trop restreinte** est dangereuse (contamination aérosol), **limitation du brassage des groupes "dans la mesure du possible", nettoyage des locaux restreint à une fois par jour, préconisations pour la restauration collective difficilement applicables** avec un fonctionnement à plein régime, lavages de main préconisés se heurtant à la réalité des installations sanitaires de nombreux établissements, manque de clarté de la gestion des contaminations détectées gérées au cas par cas. **Pour les personnels et enfants « vulnérables », la rentrée sera "normale", sans mesures de protection particulière !**

Seul progrès, la généralisation du port du masque pour tous les adultes et enfants de plus de 11 ans, est le fruit d'une intense bataille d'opinion. Alors que son port tend à devenir systématique dans la société, on peut s'interroger sur la pertinence de laisser une faille en primaire en ne protégeant pas les élèves. **Le masque étant un impératif sanitaire et non une fourniture scolaire, il**

doit être distribué gratuitement aux élèves pour un égal accès de tous·tes à l'éducation.

Sur le fond rien n'a été non plus prévu : pas d'embauche massive pour permettre l'accueil en groupes restreints (au contraire postes en moins dans le secondaire), pas de mesures particulières, en lien avec les collectivités, pour améliorer les conditions matérielles (sanitaires, tables individuelles...), un investissement informatique limité à 2000 ordinateurs pour la « continuité pédagogique ».

En complément de ce protocole (ne devant plus être modifié), le « plan de continuité pédagogique » prévoit deux autres phases en fonction de la « circulation active » localisée du virus, avec des règles sanitaires plus strictes et un accueil des élèves en effectifs restreints (phase 1) puis des fermetures d'établissements et un enseignement en distanciel (phase 2). Pourtant alors que **plus d'une vingtaine de départements ont dépassé le "seuil d'alerte", J.M Blanquer n'envisage pas pour l'instant le recours à ces mesures !** Encore une fois le MEN va attendre la dernière minute pour effectuer un énième changement de consignes, laissant les équipes éducatives gérer l'urgence. **L'improvisation et le mépris ça suffit !**



Si les enfants sont généralement épargné·e·s par les effets graves de la maladie, leur contagiosité et rôle dans l'épidémie est encore incertain et ne fait pas consensus. Depuis le début de la pandémie, les exemples ne manquent pas de contaminations d'enfants et personnels, en crèche, écoles, colonies de vacances, lycées ou universités...

Le système scolaire brasse quotidiennement plusieurs millions de personnes, on ne peut pas faire l'économie de mesures sanitaires plus strictes pour empêcher le virus d'y circuler ! Faute de prendre ces mesures initialement, **nous courrons le risque de voir une année scolaire lourdement impactée par des quarantaines individuelles ou re-fermetures** comme le montre déjà la rentrée anticipée à La Réunion ou encore en Allemagne.

La fédération CNT-SO Education et recherche demande :

- Application immédiate de la phase 1 du plan de continuité pédagogique dans les départements dépassant le seuil d'alerte
- Renforcement du protocole sanitaire national
- Distribution gratuite de masques pour tous les élèves dès le primaire
- Fourniture de masques FFP2 pour les personnels de santé et AESH
- Plan de recrutement massif de personnels, intégration des admissibles aux concours
- Plan d'équipement informatique pour les élèves et personnels
- Campagne de dépistage des personnels
- Télétravail ou ASA de droit pour les personnels vulnérables, sur avis médical

Le bien-être des élèves avant leurs profits !



Nous voulons faire notre travail dans des conditions respectueuses du bien-être des élèves et viables pédagogiquement !



CNT-Solidarité Ouvrière

Éducation / Recherche

 EducationCNTSO

 educationso

www.cnt-so.org

